

Bien gérer les activités sociales et culturelles

Dans un contexte morose, les activités sociales et culturelles occupent une place prépondérante dans la vie des CSE. Elles permettent de recréer du lien social et les salariés y sont sensibles. Pour autant, il n'est pas facile de définir une politique sociale, d'en faire la promotion et de maîtriser l'environnement légal pour éviter toute déconvenue.

Objectifs

- **Maîtriser la réglementation relative aux ASC**
- **Bâtir une politique sociale**
- **Élaborer des procédures internes pour un meilleur contrôle et suivi**

Rôle du CSE en matière d'activités sociales

Que signifie gérer des activités au profit des salariés ?
Pouvoir décisionnaire et de gestion : peut-on tout faire ?
Définir l'activité sociale ou culturelle.

Les moyens du CSE

Budget versé par l'employeur : mode de calcul et modalités de versement.
Autres ressources (recettes des manifestations, adhésions...)
Éventuelles mutualisations (CIE, associations...)
Utilité d'un prévisionnel et de son suivi.
Possibilité de transfert encadrée du 0,2% de fonctionnement vers le budget social.
Risques en cas de mauvaise utilisation ou confusion des budgets.

Définir une politique sociale

Étude ou sondage auprès des salariés.
Choix des activités : secours, voyages, billetterie, événements, ...
Définir les bénéficiaires : politique familiale, conditions d'ancienneté, intégration ou non des salariés dont le contrat de travail est suspendu ou rompu...
Niveaux ou types de prises en charge : forfait, remboursement, quotients familiaux... et leurs logiques.

Gestion et suivi des activités du CSE

Communiquer sur les ASC et leurs règles de prise en charge.
Valoriser vos actions avec le rapport de gestion.
Gérer inscriptions, remboursements et distribution.
Conserver et archiver pièces et bordereaux.
Se mettre en conformité avec la RGPD (protection des données individuelles).
La responsabilité du CSE dans le cadre de ses activités sociales.

Les relations avec l'Urssaf

Réglementation Urssaf : bon d'achat, chèque vacances, chèque lire, bénéficiaires et activités...
Le contrôle : déroulement, pièces à fournir, risques et peines encourues, voies de recours. Aidons le trésorier à s'y préparer !
Démarches pour éviter un redressement ou en limiter l'impact.



1 jour
Possibilité de session intra toute l'année



Juriste social



1400 € nets



Quel que soit le nombre de participants



200 € de remise pour les abonnés ALINÉA